

L'avenir de l'élevage Africain

Réaliser le potentiel de l'élevage pour la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et la protection de l'environnement en Afrique Sub-Saharienne



Note d'orientation



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



Points clés

Ce rapport est produit par le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle et Coordinateur du système des Nations Unies pour la grippe (UNSIC).

@ UNSIC 2014

L'équipe de recherche de base de l'étude sur l'avenir de l'élevage africain est constituée de Mario Herrero de l'Organisation de la recherche scientifique et industrielle du Commonwealth, Sainte-Lucie, en Australie ; Petr Havlík, Amanda Palazzo et Hugo Valin de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués, Laxenburg, en Autriche ; et John Murray McIntire précédemment à l'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI), Nairobi, Kenya, et actuellement au Fonds international de développement agricole (FIDA), Rome, Italie.

La présente note d'orientation générale et l'étude sur l'avenir de l'élevage africain n'auraient pu être réalisées sans le soutien financier de l'Agence américaine pour le développement international (USAID). Les scénarios utilisés dans l'étude ont été élaborés et quantifiés dans le cadre d'un projet financé par l'Union européenne intitulé « Une intégration de mesures d'atténuation et d'adaptation pour la production durable de l'élevage dans le changement climatique » (ANIMALCHANGE) (Grant 266018).

Les lecteurs sont encouragés à citer ou reproduire des pages de cette note d'orientation à condition que soit dûment mentionnée la source. Envoyez vos demandes au Bureau du représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la sécurité alimentaire et la nutrition, Villa la Pelouse, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10, Suisse. Ou par courrier électronique à david.nabarro@undp.org.

La présente note d'orientation, le rapport sur l'avenir de l'élevage africain et son résumé sont disponibles sur les sites suivants :

www.un-influenza.org et

www.towardsaferworld.org

1. La demande des produits de l'élevage en Afrique subsaharienne (ASS) se multipliera à l'horizon 2050. La tendance à la hausse de la demande ne correspond pas pour le moment, à la croissance de la production sur le continent.

2. La croissance des marchés de produits de l'élevage, et l'augmentation de la production des produits de l'élevage, pouvaient pourtant contribuer de façon notable à la croissance économique des pays, aussi bien à la résistance et à la productivité des moyens de subsistance des producteurs qu'à la sécurité alimentaire de tous.

3. Toutefois, les augmentations non contrôlées de la production animale ont des conséquences néfastes pour l'environnement et le climat, et représentent des risques de maladies. Toutes choses résultant de la pression accrue sur les ressources naturelles (notamment l'eau et la terre), l'augmentation des niveaux d'émissions de gaz à effet de serre et du niveau accru d'exposition des populations aux maladies zoonotiques.

4. Dans tous les scénarios, les petits exploitants, avec leurs systèmes de production mixtes culture-élevage, continueront d'être les principaux producteurs de produits de ruminants (bovins, chèvres et moutons) jusqu'en 2050. Pour ce qui est des animaux monogastriques (tels que les volailles et les porcs), la majeure partie de l'expansion se fera à travers des systèmes de production industrielle.

5. Les politiques qui encouragent des modes de consommation alimentaire sains, l'intensification durable de tous les systèmes de production animale et de promotion sélective de la production des animaux monogastriques, pourraient augmenter l'efficacité environnementale des systèmes d'élevage en Afrique subsaharienne. Cela pourra se faire de manière à protéger la production des communautés pastorales, et des petits agriculteurs.

6. L'intensification durable de la production animale aura d'importantes retombées positives sur la sécurité alimentaire, les revenus, les activités commerciales et la compétitivité des petits exploitants, ainsi que sur les services écosystémiques. Ces avantages doivent être appréciés à leur juste valeur : à l'heure actuelle où les agriculteurs sont confrontés à des difficultés dans leurs efforts d'intensification des investissements dans la production animale, en particulier à un moment où la contribution du secteur au développement durable et la croissance économique n'est pas bien appréciée.

7. Les investissements sont nécessaires dans la fourniture accrue de services vétérinaires, des intrants ainsi que dans l'appui institutionnel, les moyens de transformation et les marchés. Ces éléments sont tous essentiels à l'évolution des systèmes actuels de production animale en activités commerciales viables.

Introduction

Les produits animaux sont essentiels pour la nutrition, la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance et la résistance des centaines de millions de personnes à travers le monde.

Les populations pauvres dépendent de la nourriture d'origine animale (produits laitiers notamment) afin de s'assurer que leurs régimes fournissent les nutriments nécessaires pour le développement cognitif et physique. Cependant, de nombreux pays en développement font face à un « double fardeau de la malnutrition » qui est, la persistance de la sous-nutrition avec une augmentation rapide de maladies associées à la surnutrition d'où l'importance de la consommation durable consistant à éviter une augmentation excessive de la quantité de viande dans l'alimentation à mesure que le revenu disponible augmente.

La demande croissante des produits d'élevage a généré des emplois tout au long de la chaîne de valeur de l'élevage, de la vente d'intrants pour la production animale, en passant par les activités commerciales, la transformation, jusqu'à la vente au détail. On estime aujourd'hui que près de 1,3 milliard de personnes dans le monde sont employées dans différentes chaînes de valeur des produits de l'élevage à l'échelle mondiale.

Plus de la moitié des habitants de la planète dépendent de la nourriture produite par les petits exploitants, et dans ces parties de la planète, l'élevage fait partie intégrante des systèmes de production des petits exploitants.

À mesure de l'augmentation des revenus de la population, la demande des produits d'élevage et leur accès à ces derniers tendent à augmenter.

Le niveau prévisible d'accès des populations aux produits d'élevage sains dépend de la mesure dans laquelle du degré auquel les marchés locaux répondent à la demande croissante et les lacunes de production peuvent être comblées par les importations. Un marché de produits d'élevage en expansion, et une production croissante de produits d'élevage, peuvent être des facteurs importants de résistance et de productivité des moyens de subsistance des populations rurales.

Le potentiel pour les agriculteurs et les transformateurs d'aliments de répondre à la demande croissante d'une population elle-même croissante est important.

Situation actuelle en Afrique Sub-Saharienne

La demande des produits d'élevage en Afrique subsaharienne (ASS) est en augmentation rapide. La tendance actuelle de croissance de la demande ne s'apparie pas à la croissance de la production locale.

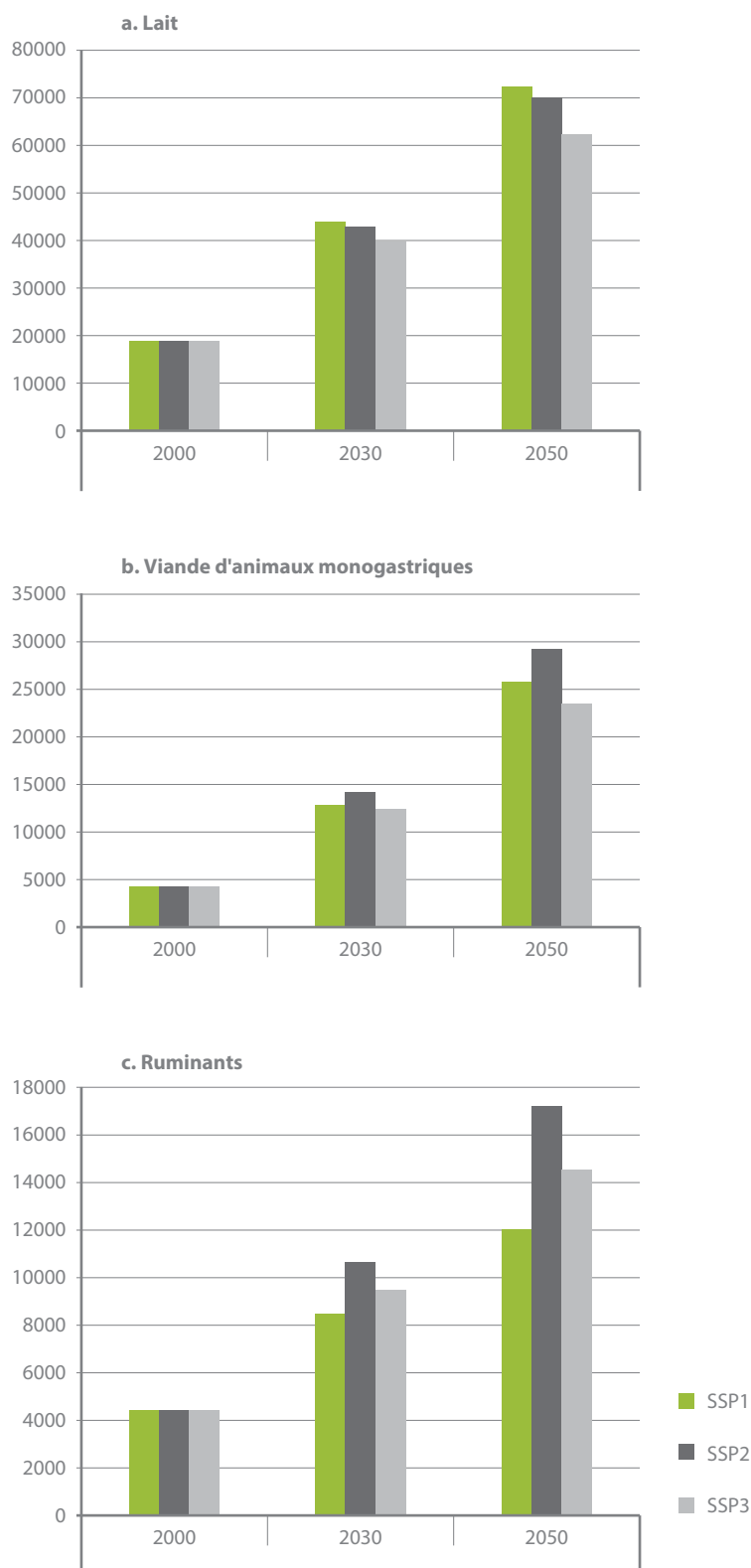
Plusieurs gouvernements africains, ainsi que les organisations régionales, mettent actuellement tout en œuvre pour veiller à ce que leurs agriculteurs puissent contribuer à une meilleure disponibilité des produits d'élevage de haute qualité, réduisant ainsi le besoin de dépendance sur l'accroissement des importations. Dans le même temps, les gouvernements sont de plus en plus conscients du fait que, si l'augmentation de la production des produits d'élevage n'est contrôlée avec minutie, il y aura des conséquences négatives, y compris une augmentation de pressions sur les ressources naturelles (notamment l'eau et la terre), les émissions de gaz à effet de serre et l'augmentation des menaces des maladies zoonotiques.

Les risques liés à l'augmentation non contrôlée de la production animale invitent les décideurs nationaux à poser un certain nombre de questions. Quel genre de politiques d'élevage contribuera à l'expansion de la production animale en Afrique de manière à apporter des avantages équitables pour les populations ? Comment peut-on au mieux veiller à ce qu'elles contribuent également à une meilleure santé des populations ? Quelles sont les options pour s'assurer que les pratiques d'élevage soient durables du point de vue social, environnemental, économique et climatique ?

Ces questions ont suscité une enquête sur les trajectoires plausibles pour l'élevage africain à l'horizon 2050 visant à fournir des recommandations de politiques pour la réalisation du potentiel de l'élevage comme moteur de la croissance économique, de la sécurité alimentaire et du bien-être environnemental en Afrique sub-saharienne.

Étude achevée en juin 2014. La présente note d'orientation s'inspire des conclusions et recommandations de cette étude.

Figure 1 - Consommation totale (milliers de tonnes) de produits d'élevage (a. lait, b viande d'animaux monogastriques, c. viande de ruminants)



L'étude s'appuie sur les scénarios de trajectoires socio-économiques partagées (SSP) du Groupe d'experts inter-gouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et examine trois variantes : un scénario d'intensification durable de forte croissance économique avec une forte croissance du PIB, une évolution des régimes alimentaires et un degré élevé de changement technologique (SSP1) ; le statu quo (SSP2) ; et un scénario de dégradation avec peu de changements technologiques, une faible croissance économique et une forte croissance démographique (SSP3).

Tendances de la consommation, de la production, du commerce et des prix de d'élevage dans tous les scénarios

Consommation de produits d'origine animale

- Dans le cadre du scénario d'intensification durable (SSP1), les régimes alimentaires plus durables et une meilleure gestion des déchets ménagers conduiraient à une augmentation de 43 % de la consommation de produits d'élevage en Afrique en raison de la forte croissance économique et du progrès technologique rapide.
- La consommation de lait est susceptible de tripler dans la plupart des scénarios dans toutes les régions d'Afrique subsaharienne d'ici à 2050, avec l'Afrique de l'Est, traditionnellement le plus grand consommateur de lait, dominant la croissance de la consommation.
- Les projections de taux d'augmentation de la consommation de viande et des œufs de volaille et de la viande de porc sont les plus élevées à travers l'Afrique sub-saharienne. Selon les prévisions, l'Afrique de l'Ouest connaîtra une augmentation de six à sept fois la consommation de produits monogastriques (volailles surtout) à l'horizon 2050, suivie par l'Afrique australe et de l'Est (avec une consommation multipliée par quatre).
- La consommation de viande de ruminants devrait également s'accroître dans tous les scénarios, mais à des taux inférieurs à ceux du lait et des viandes d'animaux monogastriques.

Production animale

- Une croissance remarquable de la production peut être observée à travers les scénarios pour tous les produits d'élevage en Afrique équivalant à une augmentation d'environ 250 % d'ici à 2050.
- Les conditions de réalisation de la croissance de la production (fort potentiel de changement technologique dans les rendements de l'élevage et de l'agriculture, réduction de coûts et prix adéquats des produits) sont les plus élevées pour le lait en Afrique de l'Est et de l'Ouest, pour les monogastriques en Afrique de l'Ouest et pour la viande de ruminants en Afrique de l'Est.
- Compte tenu des conditions socio-économiques favorables et de la technologie permettant de réduire les coûts et d'accroître la productivité, avec une expansion

modeste pour garantir des sources d'aliments pour bétail, les systèmes pastoraux dans les régions arides pourraient tripler la production de lait de bovins et augmenter la production de lait et de viande de petits ruminants par un facteur de 5 ou 6 par rapport aux niveaux de production de 2000.

Production animale par systèmes

- Les petits systèmes de production mixtes culture-élevage sont, et resteront, les principaux producteurs de produits de ruminants jusqu'en 2050, dans tous les scénarios. Toutefois, en vertu des scénarios SSP1 et SSP2, les systèmes de production mixtes culture-élevage des zones les plus humides sont susceptibles d'augmenter la production de viande et de lait de 4 à 8 fois par rapport à la production de 2000.
- C'est ainsi parce que, dans ces zones, les augmentations de rendement favorable dans l'élevage et les cultures prévues dans ces systèmes sont élevées (SSP1) et également, parce qu'une expansion significative des pâturages et des terres cultivées est susceptible de se produire pour soutenir la production supplémentaire (impact plus important dans la SSP2, statu quo).
- Cela démontre que c'est dans ces systèmes, qui ont une faible production de base, que des améliorations significatives de la productivité, l'utilisation efficace des ressources et une réduction d'intensités de GES peuvent être réalisées à faible coût grâce à une meilleure technologie.
- Dans le cas des animaux monogastriques, la plus grande expansion de la production dans tous les scénarios se fera à travers des systèmes de production industriels.
- La majorité (67 %) de la production de monogastriques en Afrique et au Moyen-Orient provient encore de systèmes de petits exploitants. Il est prévu que la part de l'industrialisation s'augmente de 33 % à environ 80 % d'ici à 2050, indépendamment du scénario choisi.

Prix des produits d'élevage

- L'indice des prix des produits d'élevage devrait augmenter sensiblement pour se situer au dessus de 50 % en Afrique en 2030 (et 2050).
- Les prix de référence de porc et de viande de volaille en Afrique sub-saharienne par rapport aux prix mondiaux, sont au moins deux fois plus élevés, ce qui rend ces secteurs non concurrentiels au niveau local, surtout par rapport à la base de référence de productivité et de production.
- Le scénario de durabilité (SSP1), en termes généraux, montre une tendance à la baisse des prix qui explique en partie l'augmentation de la production de ces produits.
- Pour les deux autres scénarios, une grande variabilité existe dans les projections de prix de la viande de ruminants, et cela est en partie le reflet de la fluctuation des termes de l'offre et de la demande dans les scénarios, avec le scénario de la tendance actuelle (SSP2) et le scénario négatif (SSP3) montrant l'augmentation des prix, en particulier des viandes de ruminants, où l'on retrouve de plus grandes variations des paramètres de productivité.

Figure 2 - Production totale (milliers de tonnes) de produits d'élevage (a. lait, b. viande monogastriques, c. viande de ruminants) entre 2030 et 2050 selon les scénarios en Afrique subsaharienne

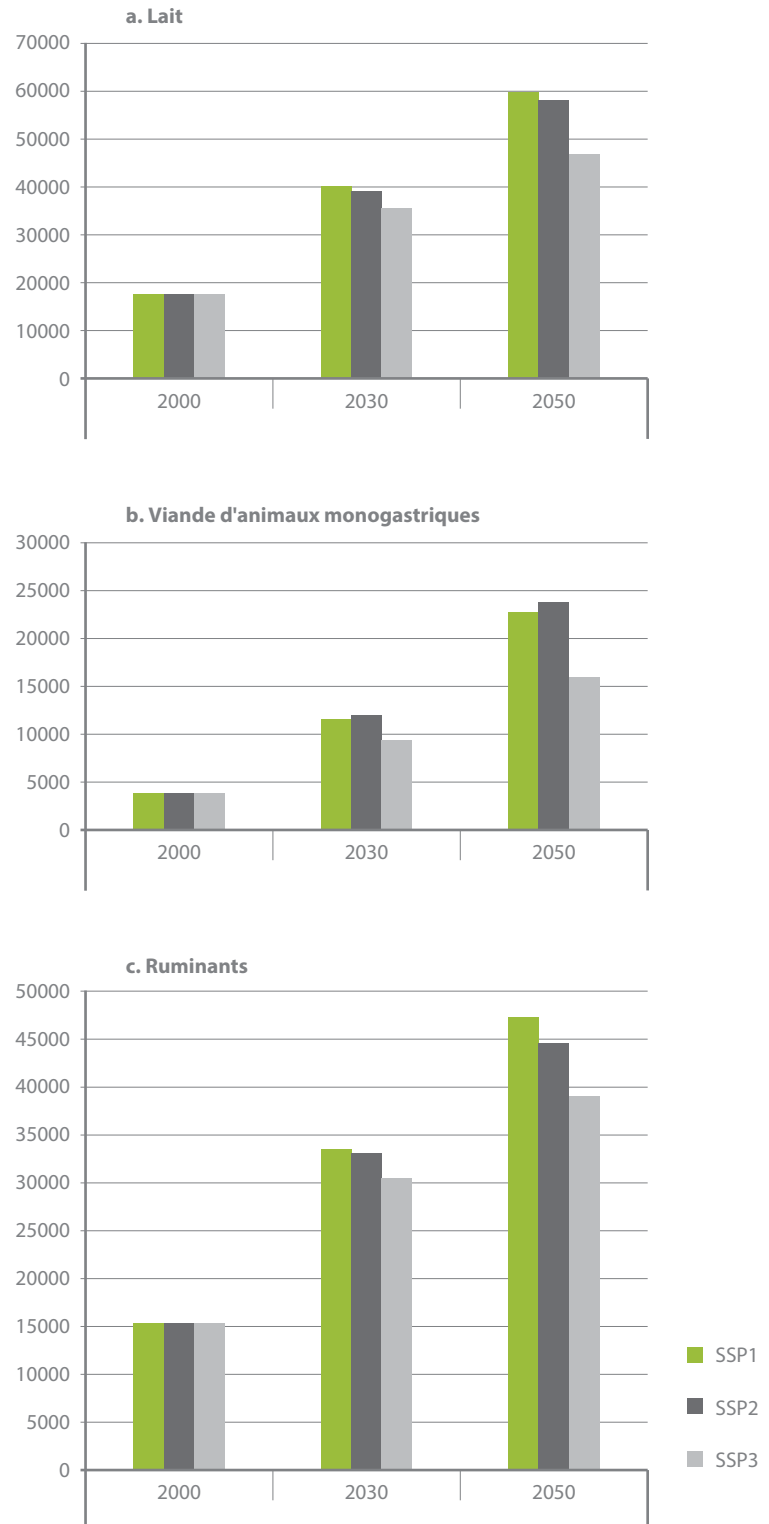
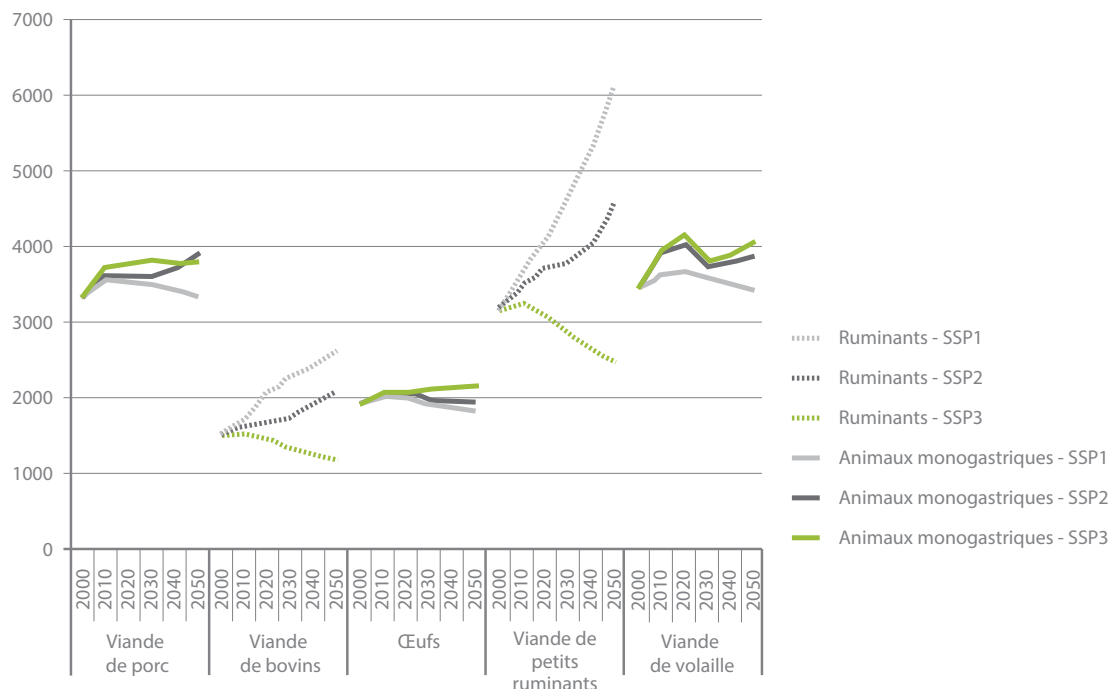


Figure 3 - Prix des produits d'élevage sélectionnés en Afrique sub-saharienne à l'horizon 2050 par scénario SSP.



Commerce et compétitivité du secteur de l'élevage

- Les systèmes de production animale dans les pays en développement contribuent de manière significative à la production globale des différents produits d'élevage. Cette contribution est susceptible de s'accroître d'autant que les projections de croissance dans la production animale du monde en développement sont élevées.
- Le commerce mondial a augmenté ces dernières années en raison de la libéralisation des échanges et des changements dans les avantages comparatifs régionaux liés au changement technique. Les mouvements de produits animaux, d'intrants et de services sont très dynamiques en raison de la connectivité interne accrue, des réseaux de transport, de l'amélioration des chaînes de valeur et du besoin croissant de satisfaire une demande sans cesse croissante des populations urbaines elles-mêmes en croissance permanente.
- Ce n'est que dans le scénario de l'intensification durable de la production animale (SSP1), que les conditions de faible déficit commercial en vigueur jusqu'en 2000 pour tous les produits d'origine animale (environ 10 % de la production nationale) peuvent être maintenues pour 2050. Cela donne à penser que l'investissement dans l'intensification durable des systèmes d'élevage en Afrique est une question urgente.
- La croissance démographique et le ralentissement économique dans les deux autres scénarios SSP2 et SSP3, forceraient l'Afrique sub-saharienne vers une dépendance plus poussée sur les importations pour combler les lacunes de la demande de produits.
- Maintenir les tendances actuelles (SSP2) conduirait à un doublement des importations de lait et de produits monogastriques (volailles surtout) par rapport à la production en 2050 et potentiellement, à une augmentation des importations de viandes de ruminants d'environ 2 % de la part de la production en 2000 à environ 16 % en 2050.
- Tout écart négatif de la tendance actuelle en termes d'efficacité productive, de prix et de croissance du PIB ; tels que les impacts potentiels du changement climatique sur la productivité agricole, rendrait le secteur de l'élevage de l'Afrique subsaharienne (ASS) largement peu compétitif, avec une efficacité d'utilisation des ressources sensiblement inférieure et des coûts de production élevés (SSP3). Ceci pourrait avoir des répercussions négatives pour les consommateurs et les producteurs, et serait susceptible d'affecter la sécurité alimentaire du continent.

Affectation des terres

- La production animale accrue viendra dans une certaine mesure de l'intensification de la production sur les terres agricoles actuelles, mais exigera aussi l'expansion des activités agricoles sur des sols avec d'autres types d'affectation.
- Environ 55 % des terres mondiales cultivées, 43 % de l'expansion des prairies et environ 44 % de la déforestation totale devraient se produire en Afrique et au Moyen-Orient.
- Le scénario du maintien des tendances actuelles (SPP2) requiert le plus haut niveau de l'utilisation des terres. Ce niveau baisse dans le scénario de la durabilité (SSP1) en raison des changements techniques élevés, de changements dans les régimes alimentaires avec une préférence pour l'utilisation des produits d'élevage efficaces en termes d'utilisation des ressources ; et en raison d'une plus faible croissance démographique. L'utilisation des terres diminue aussi dans le scénario de dégradation (SSP3), principalement en raison de la contraction de la demande résultant d'une faible croissance du PIB et de la production inefficace qui limite la croissance de la production.
- L'augmentation de rendements des cultures nécessite des intrants supplémentaires. L'étude estime que, globalement, l'utilisation d'engrais azotés devrait augmenter de plusieurs fois sous le scénario SSP2 d'ici 2050 et qu'en même temps, autour de 40 % de plus d'eau d'irrigation serait nécessaire en Afrique et au Moyen-Orient.

Implications des tendances de d'élevage

- Tous les scénarios montrent des changements majeurs dans les systèmes de production animale en Afrique - propriété et gestion, production, consommation, commerce, prix, environnement et effets sur la santé.

Conséquences sur l'environnement

- La production animale aura des impacts différents sur les émissions de gaz à effet de serre et d'autres variables environnementales en fonction des systèmes de production et de la productivité des animaux ainsi que de leur utilisation des aliments.
- Les plus fortes émissions de méthane des ruminants proviennent des régions avec le plus grand nombre d'animaux, dans ce cas, les régions avec des systèmes mixtes pastoraux et de petits exploitants dans des zones arides.
- Les scénarios SSP1 et SSP2, les deux scénarios avec la production la plus élevée ont des émissions les plus élevées, avec la différence que le SSP1 a une plus grande efficacité de production et nécessite donc un peu moins d'animaux pour atteindre le niveau prévu de production par rapport au SSP2.
- Les émissions les plus importantes des animaux proviennent du CO₂ provenant du changement d'affectation des terres pour l'expansion des terres cultivées ou la conversion en prairies.



© ILRI, Ethiopia, Apollo Habtamu

- Les résultats montrent clairement que nous pourrions doubler, et dans certains cas, tripler la capacité d'atténuation de GES dans la production animale en Afrique si des critères de durabilité et les changements technologiques sont entraînés par la croissance économique (SSP1). Les impacts les plus importants sont observés dans les régions avec les plus faibles capacités d'atténuation initiales (Bassin du Congo et Afrique de l'Ouest). Les gains seraient également réalisés dans d'autres scénarios, mais pas en maintenant le niveau de l'apport en protéines dans les aliments d'origine animale.

Effets potentiels sur la santé

- Il pourrait y avoir des menaces croissantes de maladies affectant les animaux et les humains dans tous les scénarios.
- Les risques que des agents pathogènes causant des maladies de la faune sauvage mutent dans des populations d'animaux domestiques (ou même chez l'homme) sont importants du fait de la présence de réservoirs d'agents pathogènes dans la faune africaine.
- Les maladies infectieuses liées à l'expansion des monogastriques pourraient augmenter, en particulier si la surveillance vétérinaire et une réglementation appropriée des systèmes industriels ne suivent pas la trajectoire de croissance accélérée dans ce genre de système. Cela aura des répercussions importantes sur l'avenir de volaille et des porcs en Afrique sub-saharienne.
- L'accroissement du commerce des produits de l'élevage pourrait augmenter les maladies d'origine alimentaire, si les marchés fonctionnent dans la dérèglementation, le manque de chaînes de froid entre autres.

Politiques d'élevage

Une combinaison de la gestion de la demande, de l'intensification des systèmes basés sur les terres et des changements structurels favorisant les systèmes monogastriques plus industriels, pourrait entraîner une augmentation de l'efficacité environnementale des systèmes d'élevage (par exemple, une réduction poussée des émissions de GES) en Afrique sub-saharienne, sans sacrifier les petits exploitants et les pastoraux.

- Un ensemble bien articulé de bonnes politiques est nécessaire : des politiques qui sont assez bien respectées et qui ne désavantagent pas les agriculteurs les plus pauvres ou les transformateurs. Des systèmes efficaces de gouvernance pour le secteur de la production animale, ainsi que pour la transformation et la commercialisation de produits d'origine animale sont également essentiels.



© ILRI, Zerihun Sewunet

Investir dans les systèmes d'élevage en Afrique

- L'augmentation des avantages de la production animale, tout en réduisant les coûts environnementaux et sanitaires, repose sur l'intensification de la compétitivité de l'élevage africain sur les marchés internationaux, régionaux et nationaux.
- Les investissements durables des systèmes agricoles et d'élevage pourraient avoir des d'importantes retombées positives sur la sécurité alimentaire, les revenus, les activités commerciales et la compétitivité des petits exploitants, ainsi que sur les services écosystémiques. Ceci doit être d'autant clair que le financement des investissements dans le secteur de l'élevage reste un défi partout, surtout lorsque sa contribution au développement durable et à la croissance n'est pas bien appréciée.
- Ces investissements comprennent la fourniture accrue de services, d'intrants, du soutien institutionnel et des marchés appropriés ; lesquels sont tous essentiels pour transformer les industries traditionnelles d'élevage en opérations commerciales.
- Les cadres d'investissement se concentrent de plus en plus sur l'ensemble de la chaîne de valeur, en reliant les modèles de la demande pour les systèmes de production, en cherchant à minimiser les risques liés à l'augmentation de la production.
- Ceci nécessite des investissements dans l'infrastructure pour l'intensification de la production animale (routes, ports, réfrigération et chaîne de froid) pour faciliter l'accès au marché et réduire les coûts d'obtention des produits en toute sécurité par les producteurs et les consommateurs, tout en optimisant le transport et le stockage et minimisant la détérioration des produits et les déchets.
- Afin d'assurer un cadre optimal pour l'investissement dans le secteur de l'élevage, les gouvernements cherchent à établir des systèmes de lois, de réglementation et de gouvernance qui sont de plus en plus conçus pour faciliter la création des marchés et des systèmes équitables et concurrentiels pour le commerce des animaux et des produits dérivés. L'objectif est de réduire les risques rencontrés par les producteurs, les transformateurs et les consommateurs, de réduire les incertitudes financières pour les investisseurs et de procurer des avantages à tous en termes de protection des droits de l'homme - en particulier des plus démunis.



© ILRI, Mozambique, Stevie Mann

Politiques visant à établir des mécanismes de financement pouvant viabiliser le secteur de l'élevage.

- Les partenariats fonctionnels et de principe entre le gouvernement (avec ses politiques et ses responsabilités en matière de réglementation), les producteurs (en particulier les organisations de producteurs de bétail à petite échelle), et les entreprises agro-alimentaires et des consommateurs, augmenteront la probabilité que les risques soient minimisés, que les innovations techniques soient disponibles pour tous ceux qui peuvent les utiliser, et que la croissance de la demande soit satisfaite d'une manière prévisible, tout en maintenant des normes élevées de santé et de bien-être des animaux ainsi que de santé publique.
- Les investissements privés - nationaux et étrangers - sont de plus en plus d'importants moteurs de la productivité dans l'agriculture. Cela est certainement vrai dans le secteur de l'élevage.
- Il est important que les entreprises soient en mesure de se sentir accueillies par les parties prenantes partageant les mêmes idées au sein des gouvernements, des milieux de recherche et des organismes de développement : cela implique la création de principes d'engagement des entreprises qui mettent en valeur (et rendent palpable) leur engagement à travailler pour les meilleures conditions de vie des individus et des communautés.
- Des exemples de cet effort sont entre autres, le développement de nouvelles formes de produits d'assurance pour l'élevage et les catastrophes, et l'établissement des liens entre ces produits, la surveillance participative des maladies et les informations sur le marché.
- Ces exemples incluent également la création d'infrastructures plus résistantes permettant l'expansion de celles existantes et l'ouverture de nouveaux marchés, en particulier dans les économies émergentes.

Politiques visant à encourager une gouvernance efficace du secteur de l'élevage.

- Les politiques de développement de l'élevage devraient aider à créer des incitations appropriées pour les bonnes pratiques et les cadres d'investissement transparents qui prennent tous ces avantages et les risques potentiels en compte. Si ces politiques ne sont pas développées et appliquées de manière équitable, le secteur de l'élevage se développera sans une gouvernance adéquate.
- Les politiques doivent notamment veiller à ce que toutes les personnes aient la sécurité d'occupation sur leurs avoirs, aient accès à la terre et à l'eau, aient un droit de regard sur d'autres utilisations, et soient en mesure d'obtenir des biens et services nécessaires (y compris l'extension de l'élevage et les soins vétérinaires complets).
- Une référence importante peut être les Directives volontaires sur la Gouvernance responsable des régimes fonciers, des pêches et des forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale qui étaient approuvées par le Comité sur la sécurité alimentaire mondiale (CSA) le 11 mai 2012. Cette référence est particulièrement pertinente pour les éleveurs, les agriculteurs autochtones et les éleveurs à petite échelle.



© ILRI, Ethiopia, Apollo Habtamu

Politiques de gestion des externalités de la production animale

Gestion des coûts environnementaux

- Les gouvernements devraient appliquer des règlements qui limitent les externalités liées à la production intensifiée en particulier pour les entreprises d'élevage urbain et péri-urbain.
- Cela nécessite également une réglementation des prestataires de services vétérinaires afin qu'ils ne contribuent pas à des externalités telles que la résistance aux antibiotiques et en même temps, promeuvent le respect des normes de sécurité alimentaire.
- C'est en même temps une interpellation pour une plus grande attention aux capacités des professionnels - et au fonctionnement de leurs institutions - et pour la transparence et la clarté des rôles du gouvernement d'une part et des producteurs ou transformateurs privés d'autre part.
- L'application des réglementations devraient être combinées avec l'application de mesures d'incitation de manière à prendre en compte des inégalités de revenu. Un système d'incitation possible est le paiement pour les services environnementaux (PSE). La plupart des projets de PSE ont porté sur la régulation du climat, la gestion de l'eau, la préservation des paysages et la conservation et la gestion de la biodiversité ou d'un « système » des services précédents. Les PSE doivent cibler les systèmes d'élevage dans les pays en développement, notamment en augmentant les opportunités pour les systèmes pastoraux/de pâturage et pour les systèmes mixtes culture-élevage d'accéder à des systèmes de PSE.

Protéger la santé animale et humaine

- Les risques que l'homme soit affecté par les zoonoses - à la suite de l'augmentation de la production animale - doivent être abordés. Les options comprennent la création de zones tampons à haute biosécurité dans les zones densément peuplées où l'élevage intensif est pratiqué.
- Les éleveurs doivent être en mesure d'accéder à de nouvelles formes d'assurance - telles que les produits d'assurance basés sur les risques ou sur l'indice commercial. Ces produits doivent être reliés à des systèmes de surveillance participative des maladies et à une meilleure information du marché.

Un dernier mot

La demande croissante de produits d'élevage en Afrique favorisera une croissance de la production. Cela devrait être réalisé dans un contexte politique qui donne la priorité à la population en préservant l'environnement. Un travail conjoint réalisé par diverses parties prenantes est crucial pour améliorer les investissements dans l'élevage et réduire la probabilité que la santé des habitants de la planète ainsi que de la planète elle-même ne soit compromise en raison de l'expansion incontrôlée de la production animale en Afrique.

Les parties prenantes comptent sur les gouvernements pour leur fournir des orientations dans leurs investissements. Les politiques nationales d'investissement dans le secteur de l'élevage doivent être conçues de manière à contribuer à l'amélioration des moyens de subsistance des communautés, à servir les intérêts de toutes les personnes pour qui les investissements sont réalisés, et à contribuer au bien-être global de notre planète. Les avantages attendus des politiques d'investissement devraient servir de base pour juger de l'impact à long terme des investissements dans le secteur de l'élevage. Si ces politiques ne sont pas adoptées et évaluées à intervalles réguliers, les agriculteurs africains, les sociétés agro-alimentaires et les consommateurs vont perdre des occasions importantes de renforcer le développement économique d'une manière équitable et durable.



La demande des produits de l'élevage en Afrique subsaharienne (ASS) augmente rapidement. La tendance actuelle de croissance de la demande ne s'apparie pas à la croissance de la production locale.

Les risques liés à une augmentation non contrôlée de la production dans l'élevage obligent les décideurs nationaux à poser un certain nombre de questions. Quel genre de politiques d'élevage peuvent-elles contribuer à l'expansion de la production de l'élevage en Afrique de manière à ce que les sociétés en tirent des avantages équitables ? Quelle est la meilleure façon de veiller à ce qu'elles contribuent également à la bonne santé des personnes ? Quelles sont les options pour s'assurer que les pratiques d'élevage sont durables du point de vue social, environnemental, économique et climatique ?

Ces questions ont incité à une **enquête de trajectoires possibles pour l'élevage en Afrique à l'horizon 2050** visant à fournir des recommandations de politiques pour la réalisation du potentiel de l'élevage en tant que moteur de croissance économique, de sécurité alimentaire et de bien-être de l'environnement en Afrique sub-saharienne.

Étude sur l'avenir de l'élevage africain achevée en juin 2014. La présente note d'orientation s'inspire des conclusions et des recommandations de cette étude.

